

Le Temps
6. Juin 2007

Questions à Nadine Masshardt, Députée socialiste au Grand Conseil bernois
«Le vote à 16 ans est une chance pour la démocratie»

Pierre-Emmanuel Buss

Le Grand Conseil bernois a accepté hier d'abaisser le droit de vote de 18 à 16 ans. La motion, issue des rangs socialistes, a passé la rampe par 79 voix contre 74. La gauche, minoritaire, est parvenue à faire la différence en incitant quelques députés bourgeois à soutenir une mesure déjà acceptée par le canton de Glaris. Le peuple bernois aura le dernier mot, a priori en juin 2008. Entretien avec l'initiatrice du projet, Nadine Masshardt, 22 ans et benjamine du parlement.

Le Temps: Etes-vous surprise par cet épilogue?

Nadine Masshardt: Oui, car je ne pensais pas qu'il serait possible de dégager une majorité, même courte, au sein du Grand Conseil. Les quelques députés de droite qui ont voté avec nous ont compris qu'il ne s'agit pas d'une affaire partisane, mais d'une chance pour les jeunes et pour la démocratie.

? Pourquoi avez-vous décidé de lancer cette motion?

? Le droit de vote ne constitue qu'une partie de la démarche. Nous avons déposé trois autres motions en novembre 2006 pour demander un renforcement de l'enseignement de l'instruction civique à l'école obligatoire. Les jeunes bernois ont d'immenses lacunes dans ce domaine. Je suis convaincue que l'amélioration de ces connaissances entraînerait une meilleure participation à la vie publique. Bien sûr, la politique n'intéresse pas tout le monde et les jeunes qui votent représenteront toujours une minorité. Mais ce n'est pas un argument suffisant pour priver les jeunes qui le désirent d'exercer ce droit.

? Les députés grisons se prononceront la semaine prochaine sur un texte similaire. Une initiative parlementaire a été déposée au Tessin et une motion populaire a été lancée à Fribourg. Le débat va-t-il essaimer dans toute la Suisse?

? C'est une question qui mérite un débat national. Je sais que le Parti socialiste suisse déposera prochainement une intervention parlementaire dans ce sens. J'espère qu'aux Chambres fédérales on suivra les exemples de Glaris et de Berne.

? La tendance n'est pas forcément à l'ouverture: les cantons de Lucerne, Argovie, Zurich, Bâle-Ville, Schaffhouse et Thurgovie ont déjà refusé des projets similaires?

? Oui, mais les choses vont vite. Les cantons romands, en retrait jusqu'ici, vont peut-être se lancer dans le sillage de Fribourg. Il est important que la question soit débattue le plus largement possible.